

“Ils avaient promis que j’irais à l’école”

Congo Jonathan, 14 ans, raconte son enrôlement dans les milices Mai-Mai. Et le drame du Katanga.

**Reportage Hubert Leclercq
Envoyé spécial au Katanga**

Aujourd’hui, tout est beaucoup plus calme, explique Samy Badibanga, la quarantaine bien sonnée, en sirotant son thé, confortablement assis dans une des pâtisseries du centre de Lubumbashi. Mais il ne faut pas penser que c’est fini. La saison des pluies n’est pas propice aux agissements de cette milice Mai-Mai qui dit vouloir l’indépendance du Katanga.

A côté de lui, Jonathan, un adolescent, presque un jeune homme mal équilibré, garde les yeux plongés dans son “sucré” (soft). Samy a pris sous son aile ce garçon quand il a pu sortir du centre de transit de Tshamilemba, à Lubumbashi, où il s’est retrouvé cantonné avec 39 autres jeunes – filles et garçons – qui, comme lui, avaient grossi les rangs de la milice Mai-Mai qui, le 23 mars 2013, a tenté le coup de force à Lubumbashi. Les adultes qui ont été arrêtés ce jour-là (près de 200) ont été déferés à Kinshasa où, au printemps dernier, ils ont tous bénéficié d’une amnistie, qui a été très mal vécue ici dans la capitale du Katanga.

Jonathan, lui, jure qu’on ne l’y reprendra plus. “C’était en 2012. J’avais 12 ans, j’allais aux champs avec mon père. Moi, je voulais étudier mais l’école était trop loin et trop chère. Un jour, des hommes sont venus, ils m’ont expliqué que je pouvais recevoir la formation des libérateurs du Katanga. Je voulais apprendre. Mes parents étaient contents pour moi. Après, avec ces hommes, on a beaucoup marché. Ils ont recruté onze autres jeunes. Comme on était douze, ils nous appelaient les apôtres. Au bout de deux semaines de marche, on est arrivé dans un camp où il y avait au moins 60 autres jeunes. Le premier mois, des formateurs nous ont appris le maniement des armes. Après, ils nous ont baptisés en nous jetant une potion magique sur tout le corps pour nous rendre invulnérables”, explique Jonathan d’une voix douce et posée.

Pas d’âge pour combattre

Ensuite, les mots se font plus confus. Il est question d’un regroupement, d’un discours où le chef de la milice, Ferdinand Ntanda Imena, les exhorte à des-

prendre sur Lubumbashi pour “finaliser leur formation”, quitte à tuer tous ceux qui se dresseraient sur leur route. “Il nous a dit que pour libérer un peuple, l’âge ne comptait pas. Qu’on ne risquait rien parce que les fétiches nous protégeaient. J’avais une bandelette sur la tête, des cornes sur les hanches et les bras. Les balles ne pouvaient rien contre nous.”

Une fois à Lubumbashi, l’affrontement est inévitable avec les militaires congolais. “Je ne comprenais pas. Je voyais mes amis qui mouraient sous les balles. Le fétiche ne fonctionnait pas. Alors, j’ai eu peur. Je me suis couché par terre. Ce sont les militaires qui m’ont relevé. Il y avait au moins dix de mes copains qui étaient morts autour de moi.”

Avant d’arriver à Lubumbashi, la milice Mai-Mai avait décimé quelques villages. Jonathan n’en dit rien. Il lâche juste: “On recevait des billets de 5 000 francs congolais (environ 5 euros) pour chaque attaque. Je n’avais jamais vu d’aussi gros billets.”

Jonathan est demeuré près d’un an dans ce camp de transit avant d’être recueilli par Samy, originaire de la même région de Manono dans le Nord-Katanga. “C’est un brave garçon, explique ce dernier. Il a repris une formation et rêve de rentrer chez lui, mais il a peur de la réaction des milices qui sévissent encore dans le coin. Peur aussi de la réaction de sa mère qui ne comprendrait pas que son fils ait pris les armes.”

“Je veux terminer ma formation. Aujourd’hui, je sais lire, écrire et je suis devenu un bon agriculteur. Je veux juste une parcelle de terre près de chez mes parents.

Ça ne manque pas. Un jour j’y retournerai”, explique Jonathan, le regard noir.

Les Kata Katanga reviendront

Dans les rues de Lubumbashi copieusement arrosées en cette saison, les Lushois pensent que les Kata Katanga n’en ont pas fini avec leurs exactions. Bertin Tshimba travaille pour une ONG de Lubumbashi qui dépend de l’action humanitaire de l’Onu en République démocratique du Congo. Pour lui, comme pour ses collègues, pas de doute, avec l’annonce des élections présidentielles en novembre 2016, les Kata Katanga vont revenir.

“Pour la plupart, ce sont des pauvres tympes manipulés par des apprentis sorciers qui gagnent beaucoup d’argent sur leur dos, raconte Tshimba. Beaucoup d’élus savent qu’ils ne seront jamais reconduits.

Si les troubles se poursuivent, les élections peuvent être remises en question. Donc, ils ont intérêt à allonger les billets pour que les féticheurs lancent leur chaire à canon dans les rues. En près de quatre ans d’exactions, ces milices ont contraint plus de 500 000 villageois à quitter leurs terres.” Soit 10% de la population de cette province grande comme la France.

Et comme si cela ne suffisait pas, les militaires congolais chargés de lutter contre ces Mai-Mai sont eux aussi régulièrement accusés de rançonner la population. “La dernière accusation en date porte sur la route nationale 5 entre Kilwa et Pweto, explique-t-on au cabinet du gouverneur. Les gens qui veulent utiliser cette route doivent payer entre 1 000 et 1 500 francs congolais (entre 1 et 1,50 €) aux militaires. Ceux qui ne s’y plient pas sont acheminés de force dans les champs exploités par les militaires pour effectuer des travaux agricoles.”

“Il n’y a plus d’Etat”

“Toutes ces misères quotidiennes exacerbent aussi des tensions latentes, explique pour sa part Samy Badibanga. Regardez ce qui se passe dans le district de Manono entre les Pygmées et les Bantous. Il y a eu plus de quarante morts en six mois. Ce dimanche, il y a encore eu au moins six morts dans le district de Sengatchimbu. Les gens ont été chassés de chez eux par les Mai-Mai. Du coup, de nouvelles tensions apparaissent pour l’exploitation de lopins de terre. Où est l’Etat congolais? Il est complètement absent. En fait, il n’y a plus d’Etat.”

**“Les gens
ont été chassés
de chez eux
par les Mai-Mai.
Du coup,
de nouvelles tensions
apparaissent
pour l’exploitation
de lopins de terre.
Où est l’Etat
congolais?
Il est complètement
absent.”**

SAMY BADIBANGA